

ÉDITORIAL

Un pôle fédérateur de la recherche en histoire contemporaine

La BDIC n'est pas seulement une Bibliothèque-Musée spécialisée dans l'histoire du XX^e siècle, aux collections patrimoniales importantes, souvent uniques. Elle a mené aussi, depuis ses origines, une politique scientifique qui en a fait un auxiliaire indispensable pour les recherches sur l'époque contemporaine. Elle a contribué à impulser ces recherches en "inventant" des sources nouvelles susceptibles d'être utiles aux historiens, en publiant des répertoires de ces mêmes sources ainsi que des ouvrages présentant l'état des connaissances historiques sur une question donnée. Depuis une décennie, la BDIC accueille les jeunes chercheurs et contribue à leur formation à la recherche bibliographique. Par le biais des expositions, le Musée d'histoire contemporaine-BDIC a également donné à voir des aperçus de ses fonds documentaires afin d'amener des publics variés à réfléchir sur des thématiques souvent peu

présent, puis à l'organisation d'un colloque international⁽²⁾.

Depuis de nombreuses années, les activités menées par la BDIC en matière d'aide à la recherche historique, d'accueil et de formation des jeunes chercheurs sont reconnues par les instances ministérielles chargées de piloter la recherche en sciences humaines et sociales. A partir de 2001, et pour quatre ans, le Ministère de la Recherche a décidé d'implanter à la BDIC un **Institut fédératif de recherches (IFR)**, destiné à coordonner les initiatives - parfois dispersées - dans le domaine de la recherche en histoire contemporaine. Des axes de travail seront définis, à partir de collections d'archives privées en cours de classement et relatives à quelques-unes des thématiques centrales de la BDIC : les deux guerres mondiales, les migrations et les droits de l'homme dans le monde.

D'ores et déjà, trois initiatives marquent cette rentrée 2001-2002. D'abord, l'organisation des *Lundis de la BDIC*, cycle de sept conférences (la première le 19 novembre) destinées à revisiter des questions historiques à la lumière de nouvelles sources et animées à la fois par des collaborateurs de la BDIC et des chercheurs extérieurs. Les séances classiques à l'intention des étudiants de maîtrise et de DEA continueront, sur demande des enseignants intéressés. Ensuite, chaque soirée des jeudis de novembre est consacrée, dans le cadre du *Mois du film documentaire*, à des projections de films réalisés avec l'aide de la BDIC. Le thème en est, autour de la Deuxième Guerre mondiale et des mouvements de libération nationale, *L'engagement ou la logique du choix. Portraits de témoins du XX^e siècle*. Enfin, est présentée dans les salles du Musée d'histoire contemporaine, l'exposition *Voir ne pas voir la guerre* jusqu'au 14 décembre 2001⁽³⁾.

Deux manifestations officielles importantes illustreront la mission de "sourcier" dévolue à la BDIC. Le 22 novembre, aura lieu la présentation des archives des combattants français des Brigades internationa-

les, acquises récemment à Moscou et bientôt accessibles. La présence d'anciens Brigadistes, souvent devenus des hauts responsables de la Résistance, concrétisera la collaboration entre la BDIC et les associations d'anciens volontaires en Espagne. Le 28 novembre, à la suite d'un séminaire du GERME (Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants) sur les *Résistances lycéennes* - allant du 11 novembre 1940 à la guerre d'Algérie - sera présenté le travail d'inventaire et de numérisation des archives de l'UNEF réalisé en collaboration avec ce groupe de recherche. Autant d'initiatives marquant l'émergence d'un pôle fédérateur de la recherche en histoire contemporaine.

Geneviève Dreyfus-Armand

Directrice de la publication :
Geneviève Dreyfus-Armand

Rédacteur en chef :
Jean-Claude Famulicki (tél. : 01 40 97 79 47)

Photographies :
Jean-Claude Mouton

Collaboration à ce numéro :
C. Ajam, M. B. Barry, S. Benezra, F. Besson,
G. Carozza, L. Chabert, S. Combe, J. J. Compain,
J. Delarue, F. Gaudichaud, P. Gradwohl,
J.C. Mouton, R. Olmos, I. Paillard,
A. M. Pavillard, M. Suzzoni, F. Veyron.

Imp. et P.A.O. : Augustin

BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION
INTERNATIONALE CONTEMPORAINE
6 allée de l'Université
92001 Nanterre Cedex

(métro : station Nanterre Université, RER A
direction St. Germain en Laye ou SNCF départ de
la gare St-Lazare. La BDIC est sur le
campus de l'Université de Paris-X-Nanterre)

Internet : <http://www.u-paris10.fr/bdic/>
E mail : courrier.bdic@uparis10.fr



explorées. Parfois même, une articulation a pu être effectuée entre présentation d'une exposition, "invention" de sources, traitement d'archives, recherche et enseignement, comme cela a été le cas lorsque, à la suite de l'exposition sur *Mai 68*, l'association *Mémoires de 68* a décidé de déposer à la BDIC quelque 400 cartons d'archives permettant d'étudier les cultures et les pratiques politiques de nombreux secteurs sociaux au cours de la décennie 1960-1970. Ces fonds ont été traités, ont donné lieu à la publication d'un guide national de sources⁽¹⁾ et à la tenue d'un séminaire de recherche et d'enseignement pendant quatre ans à l'Institut d'histoire du temps

(1) *Mémoires de 68. Guide des sources d'une histoire à faire*, BDIC, Mémoires de 68, Verdier, 1993, 352 p.

(2) *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, éditions Complexe, IHTP-CNRS, 2000, 527 p.

(3) Voir le site Internet de la BDIC à "Actualités" : www.u-paris10.fr/bdic/.

LE SYSTEME UNIVERSITAIRE DE DOCUMENTATION (SUDOC) AU SERVICE DE LA RECHERCHE

1980-2001

Réseaux, applications informatiques au sein des bibliothèques de l'enseignement supérieur

- 1980 - Création des Cadist, Centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique
- 1982 - Réseau Sibil
- 1983 - Réseau CCNPS
- 1985 - Téléthèses
- 1987 - Rameau
 - Réseau Auroc (OCLC)
 - Pancatalogue, décision de réaliser un catalogue collectif des ouvrages des bibliothèques de l'enseignement supérieur
- 1989 - Réseau BN-Opale
- 1991 - Pancatalogue (ouvert au public)
- 1992 - Schéma directeur informatique pour un futur Système universitaire de documentation
- 1994 - Création de l'Abes, Agence bibliographique de l'enseignement supérieur
- 1995-1996 Phase de mise en œuvre opérationnelle du Système universitaire de documentation
Pica (Project for integrated catalogue cooperation) est retenu. (système utilisé aux Pays-Bas et en Allemagne)
- 2000 - Catalogue du Sudoc (ouvert au public)
- 2001 - Arrêt progressif des 3 réseaux existants et déploiement des Bibliothèques dans le Sudoc.
 - BN-opale (mai)=15 bibliothèques
 - Sibil (juillet) = 21 bibliothèques
 - Auroc, OCLC (à partir d'oct.)= 47 bibliothèques
 - Hors sources (à partir d'oct.)= 24 bibliothèques
- 2002 - L'ensemble des bibliothèques universitaires dans le Sudoc.

Depuis l'informatisation des bibliothèques universitaires françaises, début des années 80 jusqu'en 1999, l'accès aux données bibliographiques est assuré via 3 catalogues :

Pancatalogue = Catalogue collectif des ouvrages des bibliothèques universitaires ; données bibliographiques issues des réseaux de production BN-Opale, Sibil, Auroc (OCLC)

Téléthèses = signalement des thèses de doctorat soutenues en France depuis 1972

CCNPS = Catalogue collectif des périodiques et publications en série ; signalement des périodiques présents dans 2900 établissements français

Afin de faciliter le travail des chercheurs, d'améliorer la cohérence des données et la productivité des bibliothèques, est initialisé en 1992 "le schéma directeur informatique du réseau des Bibliothèques universitaires".

L'objectif étant de moderniser

les outils bibliographiques disponibles en France et de permettre la recherche simultanée de tous les types de documents.

Création et missions de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur

En 1994 est créée l'Abes, Agence bibliographique de l'enseignement supérieur. est chargé de :

- "Recenser, gérer et maintenir les services nationaux des bibliothèques universitaires françaises.

- Mettre à la disposition de tous les usagers un catalogue collectif, un outil unique d'identification et de localisation des documents de tous types détenus par les Bibliothèques universitaires et Bibliothèques de grands établissements.

- Mettre à la disposition des professionnels des Bibliothèques des outils leur permettant de diminuer des charges actuellement liées à la production des notices catalogographiques et à la gestion de la

fourniture de documents."

- A partir de 1996 l'Abes, assure la maîtrise d'ouvrage du projet : "Système universitaire de documentation".

En 2000, création d'un réseau, outil collectif informatisé pour l'ensemble des bibliothèques universitaires françaises et grands établissements

A l'issue de la fusion des données des trois catalogues bibliographiques : **Pancatalogue + Téléthèses + CCNPS**, augmenté des trois répertoires d'autorités : **Rameau**, **Fmesh** et **RCR, Répertoire des bibliothèques-centres de ressources** participant au réseau, est mis en place pour l'ensemble des bibliothèques universitaires françaises, un réseau national informatisé des fonds documentaires des bibliothèques de l'enseignement supérieur, de catalogage partagé et de gestion du prêt entre bibliothèques.

C'est ainsi qu'à terme, en 2002, les 107 établissements

universitaires français dont plus de 300 sites, alimenteront le : **"Catalogue du Système universitaire de documentation"**

Le réseau Sudoc est construit autour de la notion de catalogage partagé en ligne et les membres du réseau doivent signaler leurs collections : **ouvrages, périodiques, thèses, cartes, documents électroniques, audiovisuels, sonores ... etc.** L'accès à des réservoirs bibliographiques externes français et étrangers facilite la dérivation de notices bibliographiques. Par ailleurs, pour la cohérence des données, un seul langage documentaire d'indexation est retenu : Rameau et Fmesh pour les bibliothèques médicales.

Interrogation du Catalogue

La consultation du catalogue est gratuite, mode d'accès exclusivement Internet.

Des plus simples aux plus complexes, les possibilités d'interrogation sont nombreuses. Il est possible d'effectuer une recherche par :

Tous les mots de la notice, mots du titre, mots sujet, auteurs tous types, noms de personnes, organismes, titre complet, titre en relation, mot sujet anglais, collection, éditeur, note de thèses, ISBN, ISSN, langue du document, pays de publication, mots du résumé.

Enfin, l'utilisateur peut identifier rapidement le document recherché, et visualiser les localisations. La liste des bibliothèques du réseau possédant le document s'affiche.

Ce Catalogue collectif de documents est articulé avec un service de prêt entre bibliothèques.

Le PEB, Prêt entre bibliothèques

Le PEB est organisé autour d'un réseau de 300 centres de ressources documentaires, essentiellement des Bibliothèques universitaires. Le PEB est un service qui permet à un réseau de bibliothèques et centres de documentation d'effectuer des demandes de fournitures de documents (originaux ou reproductions).

Ce service connaît depuis sa mise en place une progression constante, il s'affirme comme un outil de coopération entre bibliothèques pour l'accès aux collections. En effet, des réseaux d'acquisitions au service de la recherche : Cadist, Centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique, sont créés depuis 1980, pour l'acquisition de documents en langues française et étrangère nécessaires à la recherche. Ces fonds sont disponibles pour le prêt entre Bibliothèques. Une vingtaine de disciplines sont dotées de centres de recours pour l'acquisition et le prêt.

Les bibliothèques déployées dans le Sudoc sont donc en mesure d'offrir aux chercheurs, la possibilité de demander immédiatement leurs documents. Il existe maintenant, une totale articulation entre le catalogue et la fourniture de documents.

Service d'accès aux documents électroniques

Le Sudoc offre aussi un service d'accès aux documents en texte intégral, par le module WebDOC. L'objectif est de permettre aux utilisateurs d'accéder à des documents en texte intégral stockés sur des serveurs.

Dans un premier temps il s'agit essentiellement de documents provenant des universités : thèses, mémoires, auxquels viendront ensuite s'ajouter des périodiques et articles de périodiques en fonc-

tion des accords passés entre les Bibliothèques et les éditeurs commerciaux.

Les fonds de la BDIC dans le Sudoc

La BDIC, membre du réseau BN-Opale depuis 1992 est depuis le 2 mai 2001 membre du Sudoc comme les 15 autres établissements déployés de BN-opale.

On trouve dans la base Sudoc :

- Les notices d'ouvrages de la BDIC, issues du réseau BN-Opale et précédemment présentes dans le Pancatalogue.
- Les notices de périodiques de la BDIC, issues du CCNPS.
- Les notices d'ouvrages de la rétroconversion du catalogue alphabétique de la BDIC pour l'édition postérieure à 1970.

D'autres opérations de rétroconversion du catalogue sont à l'étude, la réalisation de ces projets devrait permettre à terme, l'accès à l'ensemble des références bibliographiques du fonds général de la BDIC.

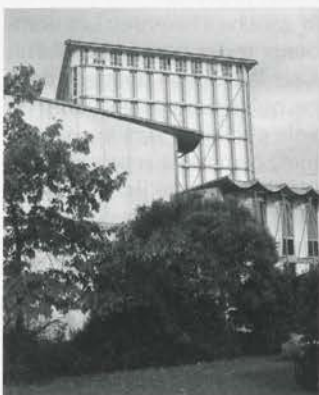
Par ailleurs, depuis le 2 mai la Bdic alimente régulièrement la base Sudoc pour les documents acquis récemment, sur l'histoire des relations internationales et du monde contemporain. Cette documentation, en caractères latins concerne l'édition allemande, anglaise, croate, française et francophone, hongroise, espagnole, italienne, polonaise, portugaise, roumaine, serbe, tchèque.

Types de documents concernés :

Les ouvrages, périodiques, thèses, mémoires de DEA et de maîtrise, enregistrements sonores et vidéo, et prochainement les notices de recueils thématiques élaborés à la bibliothèque.

Le traitement de la documentation :

Compte tenu de l'importance des documents en langue étrangère à la BDIC, les pro-



fessionnels du traitement, utilisent les possibilités offertes par le système, et pratiquent aussi la dérivation de notices.

Les dérivations proviennent essentiellement de réservoirs bibliographiques étrangers et notamment RLG, Research Libraries Group. Cette base mise à jour quotidiennement comprend, des références d'ouvrages, publications en série, cartes, documents électroniques, documents audiovisuels, sonores, musique imprimée et archives provenant de 200 Bibliothèques de recherche américaines. Les documents référencés correspon-

dent à près de 365 langues. Il est également possible d'accéder aux notices de la "Deutsche Bibliothek Database", "Consortium of University Research Libraries", "National Library of Australia".

En ce qui concerne le Prêt entre bibliothèque la BDIC participe activement à ce service et prochainement, l'établissement sera également équipé du module PEBNet.

Le Sudoc et le CCFr

La base Sudoc fait partie du Catalogue Collectif de France (CCFr) qui regroupera également les catalogues de la BnF et des bibliothèques municipales dites "rétroconverties" pour leurs fonds anciens et locaux. La consultation de ces 3 bases se fera en une seule opération par un navigateur Web, en utilisant la norme Z3950

En conclusion

Les chercheurs et les professionnels de la documentation ont à leur disposition un réservoir bibliographique remarquable, rendant compte sur le plan national des fonds des bibliothèques de recherche.

Un outil en constante évolution, riche actuellement de plus de 5 millions de références.

Monique Suzzoni

Adresses

Catalogue Sudoc :
www.abes.fr
Catalogue BDIC :
www.u-paris10.fr/bdic/

LA BDIC DANS LE CATALOGUE COLLECTIF DE FRANCE

Rappelons d'abord que le CCFr est un répertoire des ressources documentaires françaises, mis en place par les ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale. Il permet non seulement de localiser un ouvrage ou un périodique dans les bibliothèques municipales, universitaires ou de recherche en France, mais aussi de trouver la description précise de ces bibliothèques et de leurs fonds.

Ainsi, le lecteur peut s'orienter lui-même sur les établissements où sa recherche a le plus de chance d'aboutir. Par exemple, il peut retrouver la BDIC

par cinq critères de recherche : le nom, la ville, l'arrondissement, le département et le type de la bibliothèque. En choisissant le bouton "Collections" il pourra faire une recherche par sujet : en tapant *Relations internationales*, *Migrations internationales*, *colonisation*, *Europe de l'est*, *Russie*, *Moyen-Orient*, *Proche Orient*, etc., le nom de la BDIC s'affichera ainsi que le nom d'autres bibliothèques qui possèdent ce type de fonds. Ensuite, on peut afficher la notice de la BDIC qui propose les coordonnées de l'établissement, un historique, la liste des orga-

nismes liés, les conditions d'accès, la thématique et la description des collections et les services proposés.

La recherche par sujet a une autre fonction : elle permet d'identifier des fonds d'archives conservés dans les bibliothèques et dont le traitement n'est pas forcément informatisé. Ainsi, en tapant *Relations internationales*, nous trouvons la liste des fonds d'archives de la BDIC concernés : Daniel Guérin, le Bureau d'études de la presse étrangère, le fonds Mathilde et Paul Mantoux. En

cliquant dessus, il est possible d'avoir le détail des fonds (le contenu, la volumétrie, les conditions d'accès, etc.)

Malgré le travail considérable effectué par le CCFr, tout évidemment n'est pas répertorié. Nous devons nous-même apporter des données au catalogue collectif et notamment décrire le maximum de fonds d'archives pour que les chercheurs de tous horizons en aient connaissance.

www.ccf.fr.bnf.fr

Irène Paillard

ACQUISITIONS DU DEPARTEMENT IBERIQUE DE LA BDIC

Victor Farias

**La izquierda chilena (1969-1973):
documentos para el estudio de su
línea estratégica
6 tomes, CEP, Berlin, 2000.**

Cette nouvelle acquisition du département ibérique de la BDIC constitue un complément important au fonds documentaire déjà existant sur l'histoire contemporaine du Chili et plus particulièrement en ce qui concerne l'Unité Populaire (1970-73). En effet, ce travail apporte au chercheur un corpus d'archives centré sur les partis politiques de la gauche et le gouvernement de Salvador Allende. Cette collection donne accès à plus de 500 archives, dont de nombreuses jusqu'alors inédites et difficiles d'accès, une vaste somme documentaire, fruit des investigations menées par Victor Farias. L'auteur a été professeur à Valparaíso et Santiago durant l'Unité Populaire. Formé à la philosophie au Chili puis en Allemagne Fédérale, notamment sous la férule de Martin Heidegger, il développe depuis son arrivée à la Freie Universität de Berlin, un important travail de réflexion (controvertée) sur la pensée conservatrice et fasciste⁽¹⁾. Par ce travail, il a décidé de revenir sur l'histoire de son pays. Il note à ce propos que jusqu'à une période récente, l'historiographie chilienne était marquée par de forts penchants à mélangier le "jugement historico-politique" avec l'urgence d'intervenir sur la place publique dans une période de crise et de dictature. Comme on le sait, le contexte a changé et permet de prendre du recul sur le début des années soixante-dix au Chili. Victor Farias écrit que désormais, l'historien du Chili "peut assumer la responsabilité de permettre à la conscience historique d'intervenir dans la gestion et transformation de la vie et la société". Cela ne pourra s'effectuer, bien sûr, que par le biais d'un véritable travail d'investigation scientifique, basé sur la découverte et la mise en lumière "de matériaux sur lesquels il est possible de fonder un jugement

exact". C'est précisément ce qu'il nous propose ici, avec une accumulation de documentation personnelle, des recherches aux archives nationales de Santiago et auprès des acteurs eux-mêmes.

5000 pages d'archives

Au fil de plus de 5000 pages, le lecteur peut ainsi découvrir des archives variées et volontairement différenciées, provenant des partis de la gauche chilienne. Les nombreux textes permettent d'analyser leur action politique dans ce qu'ils nommaient alors "la voie chilienne vers le socialisme", comme la représentation idéologique qu'ils s'en font. Mais V. Farias a également eu soin de donner une large place à la gauche révolutionnaire et plus exactement à son premier représentant : le MIR. On trouve également, et c'est l'un des grands mérites de cette compilation, un ensemble de textes d'organisations de base du mouvement populaire, tels que les "Cordones Industriales", les "Comandos Comunales" ou les "Comandos Campesinos". De même y sont inclus une série émanant de la puissante centrale syndicale : la CUT. L'apport central de cette compilation est la publication de documents internes aux partis, voire confidentiels ou secrets. Par exemple, en fin du premier tome, le lecteur peut parcourir un compte rendu du secrétariat national du FTR, en vue de la conférence nationale de cette organisation (les 29 et 30 juin 1971). A mi-chemin entre des articles tirés de la presse et ces documents confidentiels, V. Farias présentent aussi de nombreux rapports officiels des partis, des déclarations des comités centraux ou des discours publics de dirigeants politiques.

En ce qui concerne la forme, cette compilation suit fidèlement la chronologie de ces milles jours de l'Unité Populaire, découpée en huit chapitres. Au début de chacun d'entre eux, V. Farias rappelle le contexte général et réintroduit, en détail, les archives qui suivent. Cette acquisition est donc d'une utilité évidente pour celui ou celle qui s'intéresse à cette période. Il com-

plète très bien le livre publié par M. Gonzales Pino et Arturo Fontaine Talavera, lui aussi avec le concours du Centro de Estudios Públicos (CEP). Il s'agit de *Los mil días de Allende* qui, lui, est davantage centré sur la presse chilienne entre 1970 et 1973. Pour conclure, il faut souligner que ces six premiers tomes publiés en 2000 ont été suivis d'une nouvelle publication, éditée en avril 2001. Cette dernière livre un document de première importance car inconnu jusqu'alors. Il s'agit de deux documents de circulation interne très limitée (quelques militants) et à caractère secret, rédigés par la commission politique du MAPU (mouvement d'action populaire unitaire, scission de gauche de la démocratie-chrétienne). Si l'on en croit les affirmations de V. Farias, cette annexe n'est que la première d'une série destinée à se développer au fur et à mesure de la découverte de nouvelles archives. Cette perspective, que la BDIC devra suivre avec attention, augure d'une amélioration soutenue du fonds à la disposition des lecteurs sur des événements dont l'histoire reste à faire.

Franck Gaudichaud.

FONDS MOVIMIENTO NACIONALISTA REVOLUCIONARIO (MNR - Bolivie)

Le Fonds MNR de Bolivie est arrivé à la BDIC grâce à un accord collectif de récupération et sauvegarde des archives du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire de Bolivie entre plusieurs bibliothèques et centres de documentations européens et à l'initiative de l'association CESAME (Centre pour la Sauvegarde de la Mémoire populaire).

L'ensemble des documents (en espagnol) regroupent environ 900 microfiches de milliers de documents appartenant non seulement au MNR mais aussi à des membres fondateurs du mouvement qui ont confié leurs archives privées.

Le MNR de 1941 à 1996

Depuis la fondation du MNR en 1941 et jusqu'en 1996 (derniers documents) la vie politique de la Bolivie est

évoquée à travers de nombreux textes écrits par les fondateurs du mouvement et acteurs principaux de la politique et gouvernement du pays. L'activité économique et la production minière de la Bolivie étroitement liées à la vie syndicale et aux organisations telles que la COMIBOL (Corporación Minera de Bolivia), la COB (Corporación obrera de Bolivia) et la FSTMB (Federación sindical de trabajadores mineros de Bolivia) est observée clairement à travers diverses études provenant des entreprises minières mais aussi par la correspondance syndicale, les discours et les publications de la presse. Les conditions de travail, la politique sociale, la protection sociale restent des sujets souvent abordés dans ce contexte.

La Réforme agraire dans les années cinquante occupe aussi une place importante dans l'histoire paysanne de la Bolivie. Nous trouvons les projets de loi, les décrets concernant la propriété, les contrats entre syndicats paysans et la création des tribunaux agraires et de nombreux documents qui décrivent les premières démarches de cette réforme, sans oublier les conflits sociaux et les révoltes indiennes.

Un grand nombre de périodiques et de coupures de presse sur les activités du sénat, du MNR et de la politique en générale nous permettent de suivre pendant plusieurs années les changements de pouvoir, les nominations ministérielles, les exils politiques et la politique extérieure de la Bolivie, surtout en Amérique latine.

Les archives appartenant à Raúl Lema Peláez retracent non seulement son parcours diplomatique et politique mais aussi les relations entre les hommes du parti, les divisions et les conjonctures existantes au sein du mouvement. Sa correspondance personnelle et professionnelle comme celle de Roberto Mendez Tejada, Juan Lechín Oquendo, Hernán Siles Zuazo, Víctor Paz Estenssoro, Nuño Chávez Ortiz, José Fellman Velarde, des figures emblématiques du pays sont des archives

(1) Son ouvrage "Heidegger et le nazisme" (Paris, Lagrasse, 1987) a été traduit dans plus de 10 pays. Il anime également une équipe de jeunes chercheurs à Santiago sur les questions du fascisme et de l'Amérique Latine et a publié récemment "Los nazis en Chile" (seix Barral, Santiago, 2000).

incontestablement riches pour les chercheurs.

Rosa OLMOS

[Recueil. Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) en Bolivie. Documents divers]

cote Mfc 262 (1-100)

Fonds Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) – Bolivie. Inventaire :

Fonds du Secrétariat International des Juristes pour l'Amnistie en Uruguay
(fonds donné par Jean Louis Weil)

Au cours des années 1970, les pays du Cône Sud de l'Amérique se retrouvent dirigés par des dictatures militaires. Leur coopération militaire aboutit à la création du "Plan Condor", à Santiago du Chili en octobre 1975. Ce pacte secret — cautionné par les Etats-Unis et certains pays européens — regroupe les services spéciaux du Chili, du Paraguay, du Brésil, de la Bolivie, de l'Argentine et de l'Uruguay. Les membres de cette "institution" de répression échangent des informations, des prisonniers et des personnes qu'ils rapatrient ou "neutralisent" parfois sur place. Le système Condor contribue ainsi à la création, dans l'espace sud-américain, de la notion d'extraterritorialité en matière judiciaire. En réaction, des ONG, des défenseurs des droits de l'Homme, des juristes se mobilisent en faveur de la libération des prisonniers politiques, ou tout au moins de la défense de leurs droits. Plus tard, ce souhait "d'amnistie" des prisonniers est utilisé dans un tout autre sens par les militaires, comme une sorte de "prime à l'impunité", avec la prolifération de lois d'auto-amnistie proclamées par des dictatures militaires en déclin, soucieuses de légiférer en leur faveur pendant qu'il est encore temps. Ces dérives provoquent de vives réactions de la part des victimes. La mobilisation facilite l'unification progressive des multiples initiatives de résistance pacifique ou de lutte contre les régimes dic-

tatoriaux. Parmi les pionniers, nous citerons les comités d'amnistie nés au Brésil, ou le Secrétariat International des juristes pour l'Amnistie en Uruguay (SIJAU).

Créé en 1976, le SIJAU regroupe des bénévoles et des juristes de renom, dont Jean Louis WEIL, Guy AURENCHE, Robert GOLDMAN pour ne citer que ceux-là. Cette ONG française veut un vaste mouvement d'opinion, s'appuyant sur tous les secteurs représentatifs de la communauté internationale (ONG, organisations internationales, partis politiques, etc.), en faveur d'une "amnistie générale et sans restrictions en Uruguay", ainsi que le rétablissement des droits démocratiques dans ce pays. En 1984, le SIJAU étend ses activités au Paraguay, où il met en place une structure identique : le Secrétariat International des juristes pour l'Amnistie et la Démocratie au Paraguay (SIJADEP). En 1992, à la suite de la cessation des activités du SIJAU pour des raisons financières, Jean Louis WEIL, membre du comité Directeur, dépose les archives de l'organisation à la BDIC.

Désormais inventorié et traité (cotes F Delta Res 809 et F Delta 1108), ce fonds documentaire comprend notamment des documents sur les législations uruguayenne et internationale, des recueils de témoignages, des études de cas particuliers, des rapports de mission, des listes de prisonniers et de disparus, des articles d'analyses juridiques ponctuelles, des communications présentées par le SIJAU devant les organisations régionales ou internationales compétentes, des copies de décisions adoptées par l'OIT ou d'autres organisations intergouvernementales, des publications (brochures, périodiques, etc.) d'organisations et de partis politiques uruguayens, de comités de solidarité avec l'Uruguay ou d'ONG oeuvrant dans le domaine de la protection des droits de l'Homme.

BARRY Mamadou Bassirou, responsable du traitement des fonds

Publication de la BDIC : le Roukh ukrainien

La BDIC publie les sténogrammes du *Congrès constitutif du Mouvement populaire d'Ukraine pour la reconstruction* (8-10 septembre 1989) et du *2ème Congrès de ce dernier* (25-28 octobre 1990), collectés et préfacés par Alexandra Goujon. Cette spécialiste de l'Ukraine définit ainsi ce Mouvement dans sa préface :

"Le Mouvement populaire d'Ukraine appelés Roukh qui veut dire mouvement en ukrainien a été créé en 1989 ...et fait partie des fronts populaires qui se sont formés à la fin des années 80 dans différentes républiques d'Union soviétique en soutien à la politique de perestroïka engagée par le premier secrétaire Mikhaïl Gorbatchev... Leur histoire et leur évolution constituent des éléments indispensables à la compréhension du processus de décomposition de l'Union soviétique et du phénomène du nationalisme dans cette région."

Tiré à 30 exemplaires à l'imprimerie de la BDIC, ce document, augmenté d'une présentation du fonds ukrainien de la bibliothèque, a été diffusé auprès d'une quinzaine de bibliothèques spécialisées en France et à l'étranger (Ukraine, Grande-Bretagne, Allemagne, Canada, Etats-Unis). Des remerciements et des échos très positifs nous sont parvenus en retour, augurant d'intéressantes perspectives d'échanges.

Consultable à la BDIC sous la cote F 8021 (1-2)

Carole Ajam

Moyen-Orient 1945-1959 : fonds microfilmés du Département d'Etat américain

La BDIC met à la disposition des chercheurs de nombreuses collections, microfilms ou microfiches, d'archives américaines sur la politique étrangère des Etats-Unis et l'évolution politique, mili-

taire, sociale et économique des différentes régions du monde au début de la guerre froide.

Les dernières acquisitions concernent le **Moyen-Orient**. Il s'agit des "Confidential US State Department central files : Middle Eastern Studies", collections de documents microfilmés et rassemblés par "University Publications of America/ Congressional Information Service/ UPA/CIS". Ces dossiers contiennent principalement des rapports diplomatiques qui complètent la documentation offerte par les volumes des "Foreign Relations of the United States", mais également d'autres types de documents.

UPA publie cette collection de dossiers en collaboration avec la "National Archives and Records Administration".

Les lecteurs peuvent consulter les parties suivantes : **Iran** : Internal affairs and foreign affairs/1945-1949 (18 bobines)/1950-1954 (44 bobines)/1955-1959 (27 bobines).

Iraq : Internal affairs and foreign affairs/1945-1949 (10 bobines)/1950-1954 (18 bobines)/1955-1959 (18 bobines).

Palestine-Israel :- Internal affairs and foreign affairs, 1945-1949 (29 bobines)

-Internal affairs, 1950-1954 (21 bobines)

-Foreign affairs, 1950-1954 (6 bobines)

-Internal affairs, 1955-1959 (19 bobines)

-Foreign affairs 1955-1959 (17 bobines)

-Palestine : United Nations activities, 1945-1949 (14 bobines).

Un **index** imprimé est consultable pour chaque partie.

Pour obtenir les différentes cotes interroger la base informatisée par titre à :

"Confidential U.S. State Department central files".

Lise Chabert

Comptes rendus du Conseil des Ministres de Hongrie

Le Centre Interuniversitaire d'Études hongroises et la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine mettent à la disposition des chercheurs les comptes rendus du Conseil des Ministres de Hongrie de 1867 à 1944.

Ce fonds d'archives, 140 bobines de microfilm, achetées aux Archives Nationales de Hongrie par le CIEH et la BDIC, englobe deux périodes cruciales de l'histoire hongroise : la Monarchie Austro-Hongroise, et la période "d'après Trianon" jusqu'au coup d'état des Croix-Fléchées en octobre 1944.

Le Compromis austro-hongrois de 1867 avait précisé les modalités du fonctionnement des administrations centrales de la double Monarchie : les affaires dites communes, la politique extérieure, les finances et la défense étaient gérées par les ministères communs, résidant à Vienne.

Le ministre des Affaires étrangères, et les deux premiers ministres étaient les personnages déterminants du Conseil des Ministres commun de la Monarchie, soumis au pouvoir de décision de l'Empereur. En revanche, il appartenait aux deux membres de la Monarchie de gérer séparément les affaires

nationales, la politique intérieure, l'économie, les problèmes sociaux et religieux. Si le Conseil des Ministres commun élaborait par exemple le budget commun de la Monarchie, sa réalisation incombait aux ministres des finances des pays membres.

Le fonds d'archives disponible à la BDIC contient uniquement des délibérations du Conseil des ministres de Hongrie concernant les affaires intérieures hongroises.

Les séances se déroulaient à chaque fois de la même manière : les procès-verbaux commencent par la liste des participants, suivie des débats de l'ordre du jour, et se terminent par un index des sujets traités. L'index de fin de séance est une nouveauté et ouvre des perspectives de recherche importantes, car il suffit de le visionner pour voir les questions évoquées. Chaque séance archivée porte obligatoirement la mention suivante : "j'ai pris acte du contenu de ce compte rendu" signé François-Joseph ou Charles.

Le nombre impressionnant de séances témoigne de l'ampleur des travaux entrepris par l'exécutif hongrois de l'époque, dont les séances sont au moins hebdomadaires.

À l'ordre du jour par exemple : des accords commerciaux avec la France, l'Angleterre, la principauté de Liechtenstein et le Brésil, la réorganisation des

hôpitaux militaires de la Transylvanie, la fondation d'une école de sage-femmes à Zagreb, l'attribution des marchés de chemin de fer à l'Est de la Hongrie, le règlement des désaccords budgétaires entre la Hongrie et l'Autriche. À la fin de chaque séance figure une liste des personnes anoblies, des demandes de pension ou de retraite des fonctionnaires hongrois de la Monarchie.

La Hongrie indépendante

La chute de la Monarchie en 1918 et le Traité de paix de Trianon (4 juin 1920) accordent l'indépendance complète à la Hongrie mais la privent en même temps de deux tiers de ses territoires, exigeant une réorganisation totale de l'exécutif.

Entre 1920 et 1944, le Conseil des ministres siège sous la présidence du Premier ministre et le poste du ministre attaché à l'empereur disparaît. Horthy, le gouverneur du pays à partir de mars 1920, n'a le droit de veto que sur les questions relevant de la défense nationale. Les affaires communes n'existent plus, le gouvernement ayant la responsabilité totale de la politique extérieure, des finances et de la défense. À l'ordre du jour notamment : les accords commerciaux, la réorganisation de l'appareil étatique, les décisions concernant les réfugiés hongrois de Transylvanie, du Banat, la mise en place d'une nouvelle

police et de la gendarmerie pour maîtriser la recrudescence des idées révolutionnaires. Les décisions du Conseil des Ministres hongrois de l'entre-deux-guerres concernant la politique extérieure reflètent un rapprochement de plus en plus tangible vers l'Allemagne et l'Italie fasciste.

Il nous a paru préférable pour le traitement de ce fonds d'archives de faire une notice pour chaque bobine dans l'OPAC de la BDIC. Pour préserver l'unité de ce fonds, toutes les notices sont indexées :

- au Conseil des Ministres de Hongrie donc à "Magyar Minisztertanács"

- à l'histoire d'Autriche-Hongrie pour la période 1867-1918

- à Hongrie, politique et gouvernement pour la période de 1919-1944

- à Première guerre mondiale et Deuxième guerre mondiale et Hongrie pour les bobines traitant de ces périodes.

Pour faciliter la recherche, nous avons établi un inventaire avec la liste exacte des séances, où figure également le numéro d'inventaire des Archives Nationales de Hongrie et le numéro de notice de chaque bobine dans l'OPAC de la BDIC, qu'on retrouve sur Internet.

Sarolta Benezra - BDIC
Paul Gradwohl - CIEH

Nicholson Baker, un empêqueur de ranger-classer en rond

Depuis quelques mois, les lecteurs de la New York Review of Books peuvent suivre la polémique que mène, aux États-Unis, seuls contre tous, l'écrivain Nicholson Baker avec le monde des bibliothèques.

Seul contre tous, ce dernier ne l'est d'ailleurs plus vraiment depuis que nul autre que l'historien de l'université de Princeton, Robert Darnton, a fait état des réflexions de cet empêqueur de ranger-classer en rond dans la prestigieuse revue new-yorkaise du 26 avril 2001 (Nicholson Baker Double fold. *Libraries and the Assault on paper*, Random House). Intitulait son article "The great Book Massacre", l'auteur du *Grand massacre des chats* (Robert Lafont, 1985) admet la recevabilité de la plupart des arguments de Baker - même s'il lui arrive de penser que ce dernier force un peu le trait.

De quoi serait accusée la vénérable corporation ? Tout simplement d'être à ce point obsédée par la question de la

place, une obsession qui dégènerait en "idéologie", nous dit Baker, qu'elle en oublierait sa fonction première de conservation. Des catalogues-papier seraient souvent détruits, des éditions originales en bon état d'ouvrages fondamentaux seraient pilonnées et remplacées par des réimpressions paperback et, au nom du manque-de-place-en-magasin, un *désherbage* (retrait d'ouvrages ou de périodiques des rayons) irréfléchi serait à l'origine de dégâts irréversibles. La corporation s'étant convertie avec entrain aux dites "nouvelles" technologies, les possibilités offertes par la numérisation et le microfilmage seraient, toujours selon Baker, à l'origine de la destruction massive de collections de périodiques. L'obsession de l'espace conduirait les bibliothécaires à démoniser le vieux papier en exagérant le taux d'acidité qui le fragilise. C'est ainsi que Patricia Battin, de la bibliothèque de l'université de Columbia, à NY, s'est autorisée à proclamer, en s'appuyant sur des

chiffres "fantaisistes", je cite, que 80% des collections seraient condamnées à tomber sous peu en miettes en raison de la fameuse acidité du papier. Faux, rétorque l'écrivain : quantité de vieux papiers se portent fort bien et, d'autre part, on manque de recul pour connaître la durée de vie du microfilm.

Mais il y a pire, et sur ce point, tous les professionnels des bibliothèques ne peuvent que lui donner raison : pour qui prend la peine de vérifier l'état d'un microfilm, le manque de fiabilité du support saute aux yeux : pages entières illisibles ou filmées à l'envers - sans oublier des manques sous forme de pages avalées, oubliées par le technicien. Il paraîtrait, selon Baker, que les bibliothèques américaines considèrent comme complète une collection de périodiques microfilmée dès lors que les manques ne dépasseraient pas les 6% ... Et Robert Darnton d'enfoncer le clou, dans l'hypothèse de destruction de l'original : comment l'historien pourra-

til travailler sur le "Gilded Age in America" sans avoir sous les yeux l'authentique journal, avec ses couleurs, ses dessins etc., le tout en taille réelle ? Pour une bibliothèque d'histoire, c'est en effet bien là le problème.

Et pourtant : comment se passer du microfilm ? Puisque c'est impossible, retenons de cette salutaire polémique la nécessaire méfiance et vigilance à son égard. Le microfilm ne remplacera jamais l'original et ce dernier doit rester accessible en un lieu, à défaut de l'être partout. Quant à sa qualité, si la vérifier en restant des heures devant un écran semble être l'indispensable tribut à payer au gain de place qu'il procure, c'est aussi l'occasion de sentir à quel point le livre reste un objet techniquement parfait, difficilement dépassable en matière de confort de lecture. Substituts utilitaires, e-books et microfilms ne nous procureront jamais ce plaisir qui consiste, encore et toujours, à ouvrir un livre.

Sonia Combe

LES LUNDIS DE LA BDIC

Outre les séances, désormais classiques destinées à présenter les fonds de la BDIC aux étudiants de maîtrise, de DEA et d'écoles doctorales, la BDIC propose à partir de cette année un cycle de conférences qui auront lieu une fois par mois, **le lundi de 17h à 19h** dans ses locaux. Les fonds de la BDIC relatifs au thème de la conférence seront présentés et chaque séance sera assumée par un collaborateur de la BDIC et par un chercheur extérieur. Le cas échéant, la présence d'un donateur d'archives privées, protagoniste de l'histoire qui y est évoquée, sera également sollicitée.

19 novembre 2001

Aux origines de la Première Guerre mondiale. L'historien et la propagande par Robert Frank, professeur d'histoire à Paris-I, Institut Pierre Renouvin, et Gianni Carrozza, bibliothécaire au Département des archives de la BDIC.

10 décembre 2001

Les femmes pendant la Seconde Guerre mondiale

par Rita Thalmann, professeur émérite à l'Université Paris VII - Diderot, et Philippe Mezzasalma, conservateur à la BDIC.

Avec la participation, sous réserve, d'une résistante de l'Association des déportées et internées de la Résistance (ADIR) qui a déposé ses archives à la BDIC.

21 janvier 2002

L'historien et ses sources

Du rapport de l'historien du XXe siècle à ses archives scientifiques par Brigitte Mazon, responsable des archives de l'EHESS

La construction des sources depuis l'électronique

par Sonia Combe, responsable du Département des archives de la BDIC

11 février 2002

Les sociétés post-communistes: un nouveau paradigme ?

par Bruno Drweski, INALCO, Jean-Charles Szurek, Paris X-Nanterre, Paul Gravalh, Paris III et Jean-Claude Famulicki, responsable du secteur polonais de la BDIC

11 mars 2002

Appréhender les Balkans à distance

par Bernard Lory, enseignant à l'INALCO

Le mémorandum de l'Académie serbe des sciences et des arts : le texte fondateur du nationalisme serbe contemporain

par Yves Tomic, responsable du secteur Balkans de la BDIC,

25 mars 2002

Séance au Musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des Invalides, 129 rue de Grenelle, 75007 Paris (Salle d'exposition, Cour d'honneur)

A l'occasion de l'ouverture de l'exposition sur Jules Grandjouan (**25 mars-15 juin**), un siècle d'iconographie politique sera présenté **Le dessin de presse dans les années 20**

par Christian Delporte, professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée

par Fabienne Dumont, responsable du secteur affiches du MHC-BDIC

8 avril 2002

Les médias et l'histoire

par Marc Ferro, EHESS

Conférences "hors cycle"

Mercredi 28 novembre 2001, de 14 à 17 heures

Résistances lycéennes

par l'association GERME (Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants), et Jacques Varin, avec des témoins du 11 novembre 1940 et de la période de la guerre d'Algérie

Vendredi 11 janvier 2002, de 10h30 à 12h30

Présentation du Département des archives de la BDIC,

par Sonia Combe, responsable du Département

Pour une présentation de la BDIC ou de fonds particuliers s'adresser à Françoise Afoumado (tél. : 01 40 97 79 11, ou adresse électronique : francoise.afoumado@u-paris10.fr).

Nos collègues ont participé... ont publié

Conférences de Tampere (Finlande) 5-8 septembre 2001

La 32^e assemblée générale annuelle de l'IALHI (International Association of Labour History Institutions), a regroupé près de 80 institutions convaincues de la nécessité de travaux en réseau.

Un nouveau "comité de coordination" de cinq membres, chargé d'organiser la vie et les projets de l'association, a été élu pour cinq ans : la BDIC continuera d'y représenter les institutions françaises membres.

Une bibliographie complète des publications officielles des différentes internationales social-démocrates depuis 1914 a été présentée. Un inventaire de près de 200 pages — *Socialist Internationals, a bibliography. Publications of the Social-Democratic and Socialist Internationals, 1914-2000* — est désormais disponible (consultable à la BDIC).

Plusieurs institutions ont présenté leurs projets locaux d'archivage de documents électroniques et de données en ligne (projet Occasio, de l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam, pour la conservation de messages de newsgroups, ou projet "Press releases of political parties and trade unions" de la Fondation Friedrich Ebert de Bonn. Il faut réfléchir aux possibles procédés de conservation de ce nouveau type de documents d'histoire, par nature volatiles : c'est aussi le rôle d'une association comme l'IALHI que de permettre la mise en commun de ces nouveaux savoir-faire.

Rappel : De nombreuses informations sur le fonctionnement et les activités de l'IALHI sont accessibles sur le site web de l'association : <http://www.ialhi.org>

Les années 68. Le temps de la contestation

Dreyfus-Armand G., Franck R., Lévy M-F. et Zancarani-Fournel M. (Dir.), *Les années 68. Le Temps de la contestation*. Bruxelles : Complexe (Coll. Histoire du Temps présent) 2000. 525 p.

Sont parus à l'automne dernier les actes du colloque qui, en novembre 1998, avait clos les quatre années de recherches collectives organisées par l'IHTP, avec la contribution de la BDIC, sur le thème "Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie".

Chacune des communications reproduites illustre à sa manière l'objectif initialement assigné à ce travail collectif : dépasser les habituelles approches mémorielles ou commémoratives pour tenter de vraiment "historiciser le phénomène 68". Au delà de leurs sujets respectifs, la plupart des exposés montrent ainsi combien l'histoire française de 68 gagne à être replacée dans son contexte international, ainsi que dans le temps long des "années de contestation" (années 60 et 70).

Ouvrage bilan, livre-programme : au croisement de différents champs d'investigation car l'histoire des années 68 reste encore une histoire à faire.

Archives interdites

Sonia Combe, *Archives interdites, L'histoire confisquée, préface inédite et réédition, La Découverte, 2001* (première édition : Albin Michel, 1994)

La question cruciale de l'accès citoyen aux archives, en particulier des périodes brûlantes de notre histoire contemporaine, est régulièrement et publiquement posée. En témoigne entre autre la commémoration du 17 octobre 1961. Dans une préface inédite, elle fait le point des polémiques, des incompréhensions ou des hypocrisies auxquels l'ouvrage a donné lieu. Elle fait un sort particulier à la scandaleuse sanction dont ont été victimes nos collègues des Archives nationales, Brigitte Lainé et Philippe Grand, et dont la presse s'est fait l'écho il y a un an, pour avoir pris leurs responsabilités lors du procès Papon. Ouvrage pionnier et courageux, salué comme tel par Jacques Derrida : "Sonia Combe... pose de nombreuses questions essentielles... sur le "refoulement" de l'archive comme pouvoir de l'Etat sur l'histoire"

Journées d'études sur Carlo Rosselli, Camillo Berneri, la guerre d'Espagne et l'anarchisme ibérique à Pise le 3/02/2001

Organisé par la Biblioteca Franco Serantini de Pise et le Comité national pour les célébrations des cent ans de la naissance des frères Rosselli, un colloque sur les rapports entre Carlo Rosselli, Camillo Berneri et l'anarchisme ibérique a eu lieu à Pise le 3 février 2001, en présence d'un public nombreux.

On peut signaler les interventions de Gianfranco Contu (*GListes et libertaires sardes dans la guerre civile*) Santi Fedele (*GListes et anarchistes avant la guerre d'Espagne*), d'Abel Paz (*L'anarchisme espagnol et la révolution de juillet 36*), de Gianni Carozza de la BDIC (*Berneri et le fascisme*). Celle de Gigi Di Lembo portait sur la *Section italienne de la colonne Ascaso*, mieux connue sous le nom de Colonne italienne, ou colonne Rosselli, qui avait précédé de plusieurs mois la formation des brigades internationales sous la houlette du PC, nettement mieux connues par les historiens de la période.

Plusieurs interventions ont mis en lumière les rapports entre Berneri et Rosselli, qui se terminent en mai 1937 en Espagne pour Berneri avec son assassinat par les staliniens, et peu après en France pour les frères Rosselli, assassinés à leur tour par la Cagoule.

Plusieurs de ces interventions seront publiées dans les prochains numéros de la *Rivista Storica dell'Anarchismo* (éditée par la BFS), et les actes, par les soins du Comité organisateur.

Daniel Beauvois, Jean-Claude Famulicki (red) : *La Pologne d'Est en Ouest-1945-2001, Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 61-62, daté janvier-juin 2001, 100 p.

Daniel Beauvois, professeur d'Histoire des Slaves, membre étranger de l'Académie des Sciences de Pologne et J.C. Famulicki, responsable du secteur Pologne de la BDIC coordonnent un ensemble d'articles de spécialistes polonais et français sur les *nouveaux voisinages* de la Pologne et ses problèmes de *société en mouvement*. Elle aspire à entrer au plus vite dans la Communauté européenne, enjeu déterminant pour son avenir, selon K. Pomian. Mais sur la société polonaise, comme le constate H. Domanski, "plus les transformations deviennent irréversibles, plus le poids du passé, même le plus éloigné paradoxalement, se fait lourdement sentir".

Yves Tomic, "La dérive autoritaire et nationaliste en Serbie : 1987-2000", in Stéphane Yerasimos (sous la dir.), *Le retour des Balkans*, 1991-2001, Paris, Autrement, 2001.

Après le catalogue de l'exposition du Musée d'histoire contemporaine de la BDIC en 1998, *De l'unification à l'éclatement : l'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, Y. Tomic, responsable des Balkans à la BDIC et responsable de publication de la revue *Balkanologie* paraissant depuis 1997, fait le point sur les rebondissements de la décennie écoulée en Serbie.

LA PARTICIPATION DE LA BDIC AU "MOIS DU FILM DOCUMENTAIRE"

Cette manifestation nationale coordonnée par l'association "Images en bibliothèque" veut favoriser la découverte des films documentaires d'auteur et la rencontre des publics avec les réalisateurs. Elle se déroulera au cours du mois de novembre autour d'une série d'événements : projections, débats et rencontres avec des réalisateurs, ateliers d'éducation à l'image.

Dans ce cadre, le service audiovisuel de la BDIC a choisi de présenter 7 films réunis autour de la thématique **"L'engagement : portraits de témoins du XXème siècle"**.

Les projections auront lieu dans la salle de la SADC à Paris, un soir par semaine à partir de 19h30. Chaque projection sera suivie d'un débat, dans l'espace cocktail de la SADC, lieu convivial et propice aux discussions et aux rencontres avec les réalisateurs qui seront présents pour chaque soirée.

Programme :

Nous avons cette année choisi de présenter des portraits d'hommes et de femmes du XXème siècle et de leurs engagements.

Judi 8 novembre 2001, 19h30

- **"Croire ? : l'enfer et les étoiles"**, (portrait de Georges Soubirous), 1^{er} volet de la collection, réalisé par Georges MOURIER

- **"Agir ? : chant d'amour d'un terroriste à la retraite"**, (portrait de Gilbert Brustlein), 2ème volet de la collection, réalisé par Georges MOURIER

Judi 15 novembre 2001, 19h30

- **"Tahir ? : le délire logique"**, (portrait de Paul Nothomb), 3^{ème} volet de la collection, réalisé par Georges MOURIER

- **"Mentir ? : les soldats menteurs"**, (portrait de Jacques Bureau), 4ème volet de la collection, réalisé par Georges MOURIER

Judi 22 novembre 2001, 19h30

- **"Henri Curiel, itinéraire d'un combattant de la paix et de la liberté"**, réalisé par Mehdi LALLAOUI. (diffusé sur La Cinquième en septembre 2001, projeté ici en version longue)

Judi 29 novembre 2001, 19h30

- **"Ludwig Baumann, portrait d'un déserteur de la Wehrmacht"**, réalisé par Guillaume DREYFUS.

- **"Sisters in Resistance"**, réalisé par Maia WECHSLER, portraits de 4 résistantes françaises. En présence de Jacqueline Peryd-Alincourt, résistante.

Informations et programme détaillé :

<http://www.u-paris10.fr/bdic/actualites.htm>

Tel. 01.40.97.79.63. jean-jacques.compain@u-paris10.fr

Coordination : "Images en bibliothèque" :

www.imagenbib.com (rubrique "Manifestations").

SADC : 11 bis, rue Ballu. 75009 PARIS

Françoise Besson et Jean-Jacques Compain

LA BDIC HORS LES MURS

En cette fin d'année 2001, la BDIC est partie prenante de plusieurs manifestations hors les murs. Tout d'abord, le film "Henri Curiel, Itinéraire d'un combattant de la paix et de la liberté" réalisé par Mehdi Lallaoui et monté au service audiovisuel a été diffusé sur La Cinquième le 17 septembre. Il sera aussi l'objet d'une projection publique dans la salle de la

SADC à Paris en novembre lors du Mois du film documentaire auquel participe la BDIC. Ensuite, l'exposition "Jules Grandjouan, Créateur de l'affiche politique illustrée en France", dont le commissariat est assuré par Fabienne Dumont et Joël Moris, est présentée du 15 septembre au 17 novembre 2001 aux Silos - Maison du livre et de l'affiche à Chaumont. Un

catalogue sous la direction de Fabienne Dumont est publié à cette occasion. L'ensemble des affiches et des dessins représentatif de l'oeuvre de Grandjouan sera ensuite visible dans les salles du Musée d'histoire contemporaine à l'Hôtel National des Invalides au printemps 2002, puis au Musée du Château des ducs de Bretagne à Nantes en 2003. Enfin, en octo-

bre 2001, le Forum des Images à Paris commémore les ratonnades du 17 octobre 1961 par une série d'événements : projection de films, tables rondes, et exposition de photographies d'Elie Kagan provenant du fonds du Musée d'histoire contemporaine et dont les tirages ont été réalisés au laboratoire photographique de la BDIC.

Jean-Claude Mouton

Récentes acquisitions du secteur audiovisuel.

Des fictions : "*Ressources humaines*" de Laurent Cantel, "*Vivre au paradis*" de Bourlem Guerdjou, "*Hexagone*" de Malik Chibane, "*La commune*" de Peter Watkins, ainsi que la collection des 5 uniques films de fiction produits par le syndicat du spectacle de la CNT pendant la Guerre d'Espagne.

Des films documentaires : "*Charbons ardents*" de Jean-Michel Carré, "*Aqabat-Jaber*" de Eyal Sivan, "*Pas vu pas pris*" de Pierre Carles, "*Mémoires d'immigrés*" de Yamina Benguigui, "*Massoud, l'afghan*" de Christophe de Ponfilly (en commande du même réalisateur "*Kaboul, au bout du monde*").

A noter également une série de documentaires sur le mouvement social et le militantisme anti-mondialisation : "*Millennium Round*", "*Contre-sommet européen*", "*En marche*", "*En vie !*"...

Des "productions BDIC" : Elles se développent depuis l'acquisition d'un banc de montage numérique. On peut ainsi retrouver :

- les interviews réalisées à l'occasion de l'exposition "*Voir-ne pas voir la guerre*" (Marc Riboud, Roger Thérond, David Douglas Gordon, Marie-Laure de Decker).



- la série "*le choix des hommes*" de Georges Mourier : 4 films (+ les rushes) à découvrir à l'occasion du prochain "Mois du film documentaire".

- Le nouveau film de Mehdi Lallaoui sur Henri Curiel ("*Henri Curiel itinéraire d'un combattant de la paix et de la liberté*") dont le montage a été réalisé à la BDIC et qui sera également programmé dans sa version longue dans le cadre du "Mois du film documentaire", ainsi que des enregistrements sonores inédits d'Henri Curiel.

Des archives :

-Notamment les rushes du film "*Le val d'Aran*" de Jorge Amat sur la dernière tentative de renversement du régime de Franco par des républicains espagnols en armes.

-Les archives sonores du **fonds Barralis**, fournies par le GERME (Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants).

FB, IJC

"Si l'écho de leurs voix faiblit, nous périrons"

Paul Eluard

Le film "*Sisters in resistance*", qui sera présenté par la BDIC lors du "Mois du film documentaire", le 29 novembre, a été projeté pour la première fois en France à l'occasion du Festival international de films de femmes de Créteil, lors d'une soirée spéciale "Hommage aux combattantes". Réalisé par une journaliste américaine, Maia Wechsler, ce film a réuni quatre résistantes françaises, Geneviève de Gaulle Anthonioz, Jacqueline Pery d'Alincourt, Anise Postel-Vinay et Germaine Tillion, qui furent toutes les quatre arrêtées et déportées à Ravensbrück. Ces quatre amies se retrouvent devant la caméra afin de témoigner de l'engagement qui les a réunies, dans les réseaux de résistance d'abord, dans les camps ensuite, et des raisons de leur force : la révolte, la colère et le besoin de justice. Ce film montre en même temps l'intense amitié qui liait ces quatre femmes dans le camp et leur donnait l'énergie nécessaire pour survivre et combattre ensemble. Un sentiment que Geneviève de Gaulle Anthonioz exprime également dans le récit qu'elle n'a publié que récemment, où elle raconte son arrivée au camp de Ravensbrück le

3 février 1944 et sa mise au bunker le 29 octobre : "*Dois-je me préparer à mourir ? [...] Ce soir sera le troisième de mon arrivée dans la cellule. [...] Savez-vous, mes camarades, que je suis tout près de vous ? [...] Il n'y a pas d'autre vie à rêver que la vôtre, que la nôtre. Au-delà, c'est inatteignable. Rêver seulement de vous retrouver, de partager la mauvaise boisson, le pain gris et dur, la soupe où nagent quelques rutabagas... et surtout la douceur d'une main serrée, la tendresse d'un regard.*" (Geneviève de Gaulle Anthonioz, "*La traversée de la nuit*", Editions du Seuil, 1998)

Une projection à ne pas manquer, le 29 novembre, en présence d'une de ces quatre militantes, Jacqueline Pery d'Alincourt, et de la réalisatrice Maia Wechsler (sous réserve). On pourra aussi consulter bientôt, à la BDIC, les quarante heures d'interviews qui ont donné lieu à la réalisation de ce film remarquable.

A signaler également, dans les récentes acquisitions du secteur audiovisuel, deux autres films documentaires projetés au festival de Créteil en même temps que "*Sisters in Resistance*" :

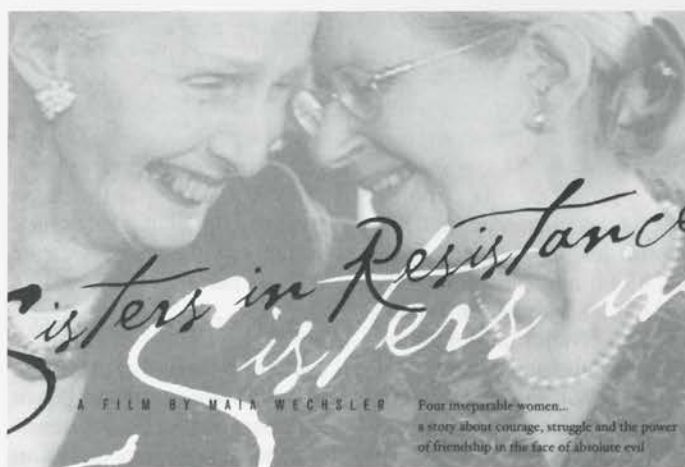
* "*Danielle Casanova : au nom de toutes les autres*" : réalisé par Marie Cristiani, journaliste à France 3 Corse, ce film retrace

l'histoire de cette militante communiste corse, à l'origine de la création de l'Union des jeunes filles de France, en 1936, puis responsable, au sein du Parti communiste, du rassemblement des femmes pour la Résistance. Arrêtée en février 1942, elle fut déportée à Auschwitz en janvier 1943, avec deux cent trente autres femmes, arrêtées pour divers actes de résistance, une partie d'entre elles militantes ou proches du PC, d'autres appartenant à des réseaux gaullistes.

Des anciennes combattantes (Lise London, Madeleine Vincent, Geneviève de Gaulle Anthonioz) rendent témoignage, dans ce film, de l'action de cette militante, morte du typhus à Birkenau en mai 1943.

"*Elles ont suivi de Gaulle*" : la réalisatrice Dominique Torrès retrace dans ce film l'histoire de sa mère qui, avec d'autres jeunes Françaises, rejoignit Londres au lendemain de l'appel du 18 juin pour s'engager dans les Forces françaises libres. Cinquante ans après, quelques unes de ces femmes se retrouvent à Londres pour évoquer la caserne où elles avaient été incorporées et les missions dont elles étaient chargées : repérer l'impact des bombardements sur Londres, organiser les secours, etc. Alternant des extraits d'actualité de l'époque et des interviews actuelles, ce film est, en même temps qu'un travail de mémoire filiale, un hommage aux femmes qui ont refusé la capitulation.

Anne-Marie Pavillard



PREMIERS ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUETE AUPRES DES LECTEURS DE LA BDIC

"La comparaison des résultats de l'enquête avec ceux de 1989 et 1994 prouve qu'il n'y a guère d'amélioration, voire de changement, à part l'agencement matériel. Près de la moitié des lecteurs remarquent que le bibliothécaire ne connaît rien du thème sur lequel on l'interroge, et 48% ont expérimenté un manque d'intérêt à leur égard."

Cette citation provient d'une publication professionnelle anglo-saxonne qui présentait les résultats d'une enquête réalisée en 2000, dans une de ces bibliothèques nord-américaines réputées les plus avancées. Au moment de livrer ici une première esquisse de dépouillement de notre enquête, menée auprès des lecteurs fréquentant la BDIC et envoyée également par courrier à des lecteurs inscrits dans les années antérieures, force est de constater que leur jugement s'avère nettement plus indulgent. Les enseignements de cette enquête complètent heureusement les informations tirées des fiches d'inscription des nouveaux lecteurs et des demandes de communications effectuées au jour le jour. Ils précisent l'image ou la perception de la BDIC, les comportements du lectorat et ses attentes, notamment à l'égard de tout ce qui peut améliorer le repérage et la communication des fonds documentaires.

UNE BIBLIOTHEQUE DE RECHERCHE

Le nombre de lecteurs de moins de 25 ans et celui des 25-35 ans est sensiblement égal, alors qu'on constate une prépondérance des jeunes lecteurs dans les nouvelles inscriptions chaque année. Ces deux tranches d'âge représentent près de la moitié (49 %) des usagers de la BDIC, devant les 35-45 ans (13 %), les 45-60 ans, plus nombreux (22 %), et les plus de 60 ans (14 %). Majoritairement ce sont des étudiants de troisième cycle (28 %), des universitaires (22 %), des étudiants de deuxième cycle (17 %), et des

chercheurs indépendants (14 %). Plus de 80 % habitent Paris (41 %) et l'Île de France (44 %), 8 % viennent de province, 4 % de l'Union européenne ou de plus loin (3 %). Le niveau d'études est pour une bonne moitié (51%) le doctorat; le DEA pour 18 % et la maîtrise : 18 %. Les recherches qui les amènent à la BDIC sont, dans 30 % des cas, des travaux de 3^e cycle, des publications ou des reportages (30 % également), l'enseignement et la recherche universitaire (25 %), les travaux de 2^e cycle (17 %) et les recherches personnelles (10 %). Logiquement, nos lecteurs sont majoritairement historiens (70 %), mais leur discipline varie aussi des sciences politiques (15 %) aux sciences sociales (11 %), des langues et civilisations à l'économie. Dernière indication statistique sur notre lectorat : 34 % s'est inscrit en 1999-2001, 35 % dans les années 90, 14 % dans les années 80, 9 % dans les années 70, et 5 % dans les années 60 ou...avant.

Les lecteurs de la BDIC disent l'avoir découverte surtout grâce à des enseignants ou des proches (très peu par des répertoires bibliographiques, des publications ou une information dans d'autres bibliothèques). Aux questions portant sur les conditions d'accès, une majorité de réponses estime que la bibliothèque est pratique d'accès (45 %), voire très pratique (25 %). 18 % seulement de lecteurs estiment qu'elle est peu pratique ou difficile d'accès. Mais si 56 % estiment que l'implantation du site ne représente pas un obstacle à une venue régulière, 44 % sont d'un avis contraire. Disons, en première approximation, qu'il est facile de se rendre à la BDIC, mais qu'à son grand dam, des lecteurs hésitent parfois à le faire.

L'ÉPINGLE ET LES ÉPINES

On retrouve d'un autre point de vue ce relatif déficit de fréquentation ou d'information, lorsque, tentant de définir

les caractéristiques de la BDIC, les lecteurs expriment, sous une forme ou une autre, l'idée que c'est une grande bibliothèque qui a besoin d'être mieux connue. Mais l'image la plus nette est, sans surprise mais non sans satisfaction, celle d'un établissement exceptionnel pour tout ce qui concerne ses points forts : une bibliothèque d'histoire au large et riche éventail de documentation et de sources en histoire contemporaine, y compris les archives, sur les deux guerres, les conflits internationaux, l'Europe et la Russie soviétiques ou les mouvements communistes. Bref un lieu de recherche "original", "spécialisé efficacement" et "sans rigidités". La richesse des fonds en langue étrangère et des périodiques, l'importance des documents officiels et non officiels (mouvements d'opposition ou presse underground), sont aussi fréquemment citées parmi les caractéristiques majeures, comme le fait que cette documentation y est disponible ou communicable, ce qui n'est pas toujours le cas ailleurs, dans des conditions de travail agréables et "à échelle humaine". Pour reprendre la métaphore d'un autre lecteur : "une meule de papiers souvent jaunies dans laquelle des gens serviables vous aident à trouver l'épingle" !

Mais parmi ces caractéristiques, il en est parfois de plus épineuses, intéressantes à exploiter elles-aussi. L'appel des lecteurs par les numéros de table paraît à quelques-uns une forme de convivialité un peu surannée. Si la richesse de certaines collections est souvent soulignée, pour les mêmes ou pour d'autres, on trouve aussi exprimé le regret des lacunes non comblées ou des manques. La limitation des communications simultanées, en particulier pour les périodiques, est souvent épinglée. La qualité de l'accueil et la disponibilité ou la richesse tant vantée des anciens fichiers thématiques ou systématiques n'empêchent pas nombre de

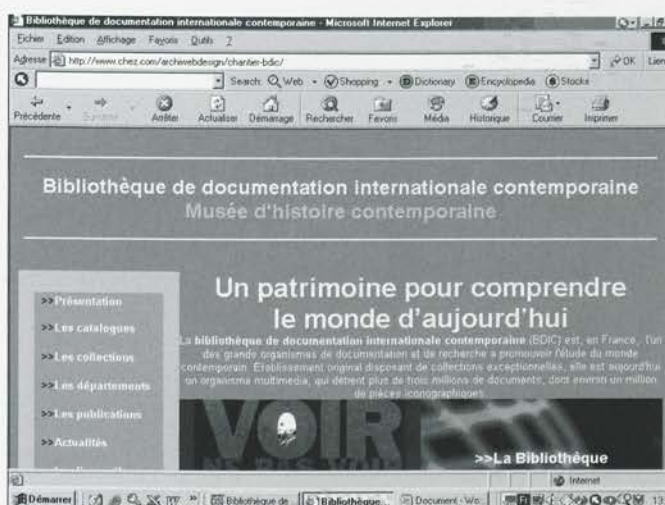
lecteurs de constater la "lourdeur de l'accès aux documents", de déplorer les attentes trop longues, parfois déçues, les délais ou les restrictions à la communication, particulièrement inhibantes dans un travail de recherche.

Les réponses aux questions sur la fréquentation, le nombre et la durée des visites ainsi que sur le nombre de documents consultés permettent à cet égard de dissiper des malentendus et peut-être d'envisager certaines améliorations. Les lecteurs sont plus nombreux à venir plus d'une fois par mois (28 %) ou par an (28 %) qu'à venir plus d'une fois par semaine (16 %), et à y rester le matin et l'après-midi (40 %) ou plutôt l'après-midi (36 %) que le matin. La durée moyenne des visites est de 2 à 4h (32 %) ou de 4 à 6 h (32 %) ; 12 % de lecteurs y restent plus de 6h et les visites courtes de moins de 2h sont peu nombreuses (4 %). Cette première série d'indications est intéressante à rapprocher du nombre de documents consultés à chaque visite. Un nombre important de lecteurs (36 %) consulte entre 3 et 5 documents, beaucoup moins entre 5 et 10 (16 %) ou plus (8 %). Un nombre non négligeable d'entre eux se contente de 1 à 3 documents. Pour rendre plus efficace la recherche de ceux qui en expriment le besoin, une modulation de la communication pourrait s'avérer satisfaisante. La mise en ligne du catalogue informatisé, l'amélioration du site internet, l'extension des horaires d'ouverture et de communication, ces mesures intervenues récemment à la BDIC devraient permettre de combler nombre d'attentes exprimées et accroître la satisfaction des lecteurs. Un dépouillement plus approfondi de l'enquête menée auprès d'eux permettra de cerner d'autres attentes plus complexes ou de mieux prendre en compte les difficultés qu'ils rencontrent.

Jean-Claude Famulicki

BDIC net

Présente sur la Toile depuis 1997, la BDIC a renouvelé son site Internet en octobre 2001. Plus clair, ce dernier permettra aux chercheurs de mieux appréhender la bibliothèque et ses collections (archives, ouvrages, périodiques, documents audiovisuels, affiches, estampes et originaux, photographies). Outre une présentation de l'établissement, le site fournit un accès au catalogue informatisé de la bibliothèque contenant plus de 170 000 notices (documents publiés à partir de 1970), ainsi qu'une information sur les autres catalogues et fichiers (catalogue systématique papier, base Aleph pour les ouvrages en cyrilliques, base Micromusée pour les



Adresse : <http://www.u-paris10.fr/bdic/>

documents iconographiques). Les internautes y trouveront également l'ensemble des publications liées à la BDIC (ouvrages publiés par la BDIC, *Journal de la BDIC*, la revue, ainsi que des pages de signets liés aux grands thèmes couverts par l'établissement. Il leur sera possible également de s'informer sur les expositions du musée, les conférences, les colloques et les séminaires organisés par ou auxquels la BDIC participe, les acquisitions significatives, etc.

Yves Tomic, Responsable du site Internet
yves.tomic@u-paris10.fr

DES GISEMENTS D'ARCHIVES MECONNUS

Pendant mon enfance, j'ai, comme tous les hommes de ma génération, entendu chaque jour à la table familiale les récits de mon père sur la "Grande guerre" qu'il avait faite du premier au dernier jour. La sanglante bataille de Morhange où, selon son expression, il avait reçu le "baptême du feu", la Somme, l'Yser, la Marne, Verdun et la côte 304, la côte du Poivre, le Chemin des Dames : à treize ans, tous ces noms m'étaient familiers. Divers souvenirs ornaient la maison : casque à pointe allemand, douilles d'obus en cuivre et même deux pipes allemandes à long tuyau de bois et fourneau de porcelaine ornés de devises patriotiques. L'un de ces souvenirs était particulièrement précieux : un petit morceau d'arcature de la cathédrale de Reims que mon père sortait d'une petite vitrine quand il racontait le bombardement de cet édifice auquel il avait assisté. Cette pierre sculptée et noircie était à la fois un souvenir et une preuve : "J'y étais, j'ai rapporté cela". Je garde précieusement cet objet qui me rappelle mon père et tous les braves gens qui, comme lui, subirent l'interminable boucherie qui les priva de leur

jeunesse quand elle ne leur avait pas pris la vie. L'origine de ce morceau de sculpture médiévale m'a aidé à mieux comprendre ce qui s'est passé trente ans plus tard, après l'autre conflit, fils naturel du précédent, quand la recherche d'objets-souvenir-preuve se reproduisit.

En août 1944, pendant les journées de la libération, il y eut des périodes de flottement entre le départ des occupants et la réappropriation des bâtiments par les autorités officielles, lesquelles étaient souvent défaillantes ou occupées à des tâches plus urgentes. Quand les FFI ou les résistants entrèrent dans les bâtiments que venaient de quitter plus ou moins précipitamment les Allemands ou les collaborateurs de tout poil, ils eurent le même réflexe que les combattants de 1914, la recherche de l'objet souvenir. Les premiers arrivés prirent des fanions, des portraits - ceux d'Hitler ou de Pétain étaient particulièrement prisés - les brassards à croix gammée, les cendriers ornés d'une francisque, tous les objets portant la marque des fuyards. Ceux qui arrivèrent plus tard ne trouvèrent que des livres ou des papiers oubliés dans les tiroirs.

Tous ces souvenirs eurent un destin semblable. Pendant quelques années, on les garda en bonne place, les sortant à l'appui du récit à des parents et amis de l'action d'éclat : "J'y étais, la preuve, j'ai ramassé cela". Les années passant, tout le monde connaissait l'histoire. Les greniers et les caves furent l'ultime étape avant l'envoi à la poubelle. C'est ainsi que de précieux documents, miraculeusement

connaissant mes recherches, m'ont demandé si des papiers qu'ils détenaient m'intéressaient. Je suis ainsi entré en possession de pièces très intéressantes : l'annuaire téléphonique de tous les services allemands de Paris à l'automne 1942, le livre de l'organigramme du parti nazi et de toutes ses organisations satellites, pièce rarissime rapportée d'Allemagne, le rapport de l'expertise comptable de la



La Gestapo de Paris : document déposé à la BDIC par J. Delarue

échappés aux destructions de la guerre, ont disparu à jamais.

A l'occasion de conférences que j'ai faites dans des associations ou d'assemblées générales, d'anciens résistants - ou leurs descendants -

LVF effectuée fin 1941 à la demande de Doriot, etc...

Ce phénomène de découverte et d'appropriation d'archives a été général et est parfois allé très loin. J'en citerai un exemple frappant. Dès la fin des hostilités, le gouverne-

ment français envoya en Allemagne une dizaine de fonctionnaires des Finances avec mission de rechercher et de saisir tous les documents comptables pouvant conforter l'accusation française de pillage économique devant le Tribunal militaire international de Nuremberg. Le 1er mai 1946, le procès n'était pas achevé et ils étaient encore à Berlin. La ville était divisée en secteurs d'occupation, qui n'étaient pas séparés matériellement, comme ils le furent plus tard. Célébrant cette journée de fête par de nombreuses et abondantes libations, les soldats russes avaient abandonné à peu près totalement la garde des bâtiments, y compris les ruines du bunker du Führer. Les Français en ballade purent y pénétrer sans difficulté et le visiter complètement. Ils eurent la surprise de trouver le sol jonché par endroits d'une épaisse couche de papiers. Ils en ramassèrent quelques-uns, là encore souvenir et preuve de leur exploration en un lieu interdit. C'est ainsi que les originaux des ultimes télégrammes émis par la radio du bunker quelques heures avant le suicide d'Hitler et portant des corrections de sa main, le brevet de nomination de son dentiste à un grade SS élevé, du papier à lettres à son en-tête et divers documents échouèrent dans un appartement parisien du XIVe arrondissement de Paris où j'ai pu les consulter. Leur détenteur ne voulait pas s'en séparer. Après son décès, j'informai la section contemporaine des Archives Nationales de l'existence de ces documents et je suggérai à la veuve de les y déposer. Malgré mon instance polie mais répétée, je ne pus rien obtenir et j'ignore ce que sont devenus ces précieux documents.

Dans un contexte différent, un document également découvert par hasard a eu un tout autre destin. Du début août 1944 au 17 août 1944, une importante partie des services de la Gestapo occupèrent l'immeuble de la Sûreté Générale, 11, rue des

Saussaies, contigu au Ministère de l'Intérieur. Pendant la deuxième semaine d'août 1944, les archives de la Gestapo furent soigneusement emballées et expédiées en Allemagne. Quand les services français de la Police Nationale reprirent possession des lieux, fin août, début septembre, il n'y restait théoriquement plus aucun document. En fouillant les tiroirs d'un bureau, on découvrit cependant une photographie oubliée – encore un souvenir ! – de tout le personnel de la Gestapo de Paris, prise dans la cour centrale du bâtiment, la cour des Saussaies, aujourd'hui cour Pierre Brossolette. C'est l'exact pendant des photos de classe que l'on fait chaque

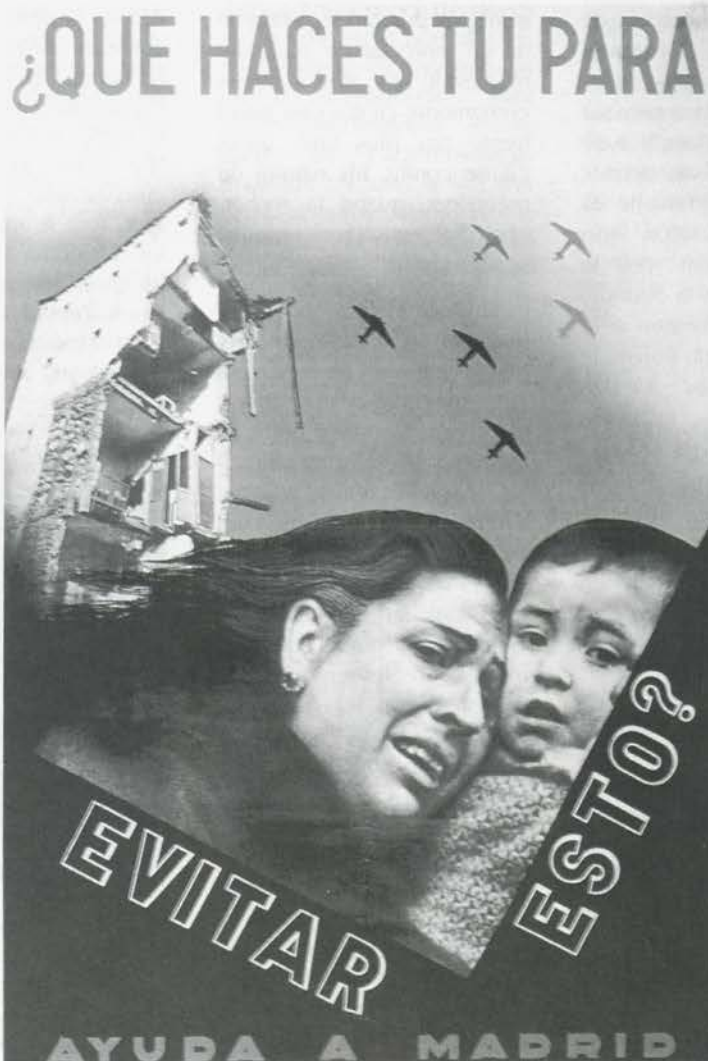
année dans les lycées. On y voit le personnel au grand complet, au premier rang, le Kommandeur Boemelburg entouré des officiers des grades les plus élevés, puis, échelonnés sur les marches, les officiers des autres grades, les sous-officiers, les inspecteurs et jusqu'aux chauffeurs. Cette photographie fut traitée non comme un document historique, mais comme outil de travail utile : chacun des personnages fut numéroté directement sur la photo, les numéros répétés au dos et, au fur et à mesure des identifications, les noms inscrits en regard. Elle permit l'identification de la quasi-totalité des gestapistes et l'arrestation en Allemagne, de la plupart

d'entre eux. Après trois ou quatre ans, le travail était achevé et la photo endommagée, jetée à la corbeille. C'est là que je la découvris et la ramassai. Consolidée, restaurée, elle a retrouvé son statut de document historique et est devenue le souvenir et la preuve du travail patient et obstiné qu'elle permit, il y a plus de cinquante ans.

Je suis convaincu que des archives précieuses de cette période gisent encore ici et là, et risquent de disparaître définitivement, si des chercheurs avisés ne les sauvent pas à temps.

Jacques Delarue

VOIR - NE PAS VOIR LA GUERRE



Exposition du 16 octobre au 14 décembre 2001
Musée d'histoire contemporaine - BDIC
Hôtel national des Invalides - 75007 Paris